



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruxelles, le 19 novembre 2025



Analyse MAHA 2025 – La santé financière du secteur hospitalier belge en 2024 et premier aperçu de 2025

2024: une année de léger répit avant une zone de forte turbulence ?

Éléments clés :

- La transition vers l'hospitalisation de jour se poursuit.
- Bien qu'en amélioration, le résultat courant se maintient dans une zone de fragilité financière.
- L'apport du résultat exceptionnel (notamment IFFE) permet de redresser le résultat de l'exercice.
- Progression limitée des coûts de personnel mais le secteur reste confronté à une pénurie de personnel et à un absentéisme de longue durée.
- Une structure bilantaire (solvabilité, endettement) globalement saine mais de profondes disparités selon les institutions.
- Le volume d'investissement est dominé par la réalisation de quelques grands projets.
- Le secteur hospitalier devra affronter au cours des prochaines années des défis majeurs affectant à la fois son fonctionnement, son organisation et son financement, et ce, dans un cadre budgétaire de plus en plus contraint.

Encadré méthodologique :

Belfius publie chaque année son analyse sectorielle MAHA (**M**odel for **A**utomatic **H**ospital **A**nalyses) qui cartographie la situation financière des hôpitaux généraux.

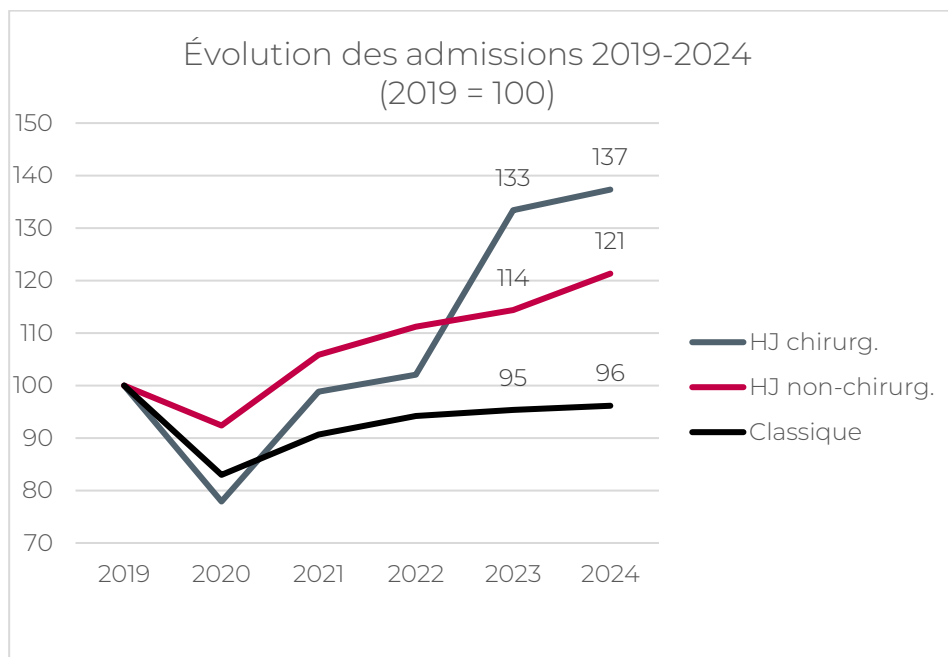
L'analyse de cette année porte principalement sur **les comptes 2024 des hôpitaux généraux**. Ces derniers concernent principalement les hôpitaux généraux classiques et certains hôpitaux à caractère universitaire mais pas les 7 hôpitaux universitaires académiques. Au total, cela concerne **80 institutions hospitalières** dont certaines peuvent recouvrir plusieurs agréments (entre 2 et 4).

La totalité des hôpitaux généraux nous ont transmis leurs **chiffres 2024** relatifs aux états financiers, leurs activités et les données du personnel sur la base du **reporting Finhosta** défini par le SPF Santé publique. En complément, nous avons réalisé une **enquête** portant sur des données relatives au **1^{er} semestre 2025**, ainsi que sur certaines thématiques particulières (telles que la comptabilisation des aides IFFE, les places vacantes et l'absentéisme du personnel, le recours des patients au service d'urgence....). Le taux global de réponse s'élève à 75% mais peut varier selon les thématiques.

Activités : les hospitalisations de jour continuent d'augmenter, tandis que les hospitalisations classiques stagnent

La croissance de l'hospitalisation de jour observée ces dernières années se poursuit sans relâche en 2024. Le nombre d'admissions en hospitalisation chirurgicale de jour a augmenté de 2,9% en 2024, pour atteindre 764.000 admissions. Les hospitalisations de jour non chirurgicales ont augmenté de 6,1%, soit une hausse encore plus forte. Cette catégorie comprend notamment la chimiothérapie et le traitement de la douleur chronique.

En 2024, l'activité en hospitalisation chirurgicale de jour sera supérieure de 37% à celle de 2019. Cette augmentation s'explique en partie par l'extension, en 2023, des traitements éligibles à un financement dans le cadre de l'hôpital de jour chirurgical. Les hospitalisations de jour non chirurgicales seront également 21% plus élevées en 2024 qu'en 2019.



En revanche, l'activité classique stagne en 2024. Bien que le nombre d'admissions classiques affiche une légère augmentation de 0,8% par rapport à 2023, le nombre de journées d'hospitalisation diminue de 0,7% pour atteindre 10,1 millions de jours d'hospitalisation en 2024. La durée d'hospitalisation des admissions classiques continue également à diminuer. Même pour les admissions chirurgicales (CD), la durée moyenne d'hospitalisation passe de 4,5 jours (2019) à 4 jours (2024), malgré le fait que de nombreuses admissions moins lourdes soient désormais effectuées en hospitalisation de jour chirurgicale.

En 2024, nous avons pour la première fois recensé le nombre d'inscriptions aux urgences. Sur la base des données de 75% des hôpitaux, nous constatons qu'en 2024, 3,7 millions d'inscriptions aux urgences ont eu lieu. Parmi celles-ci, 727.000 ont conduit à une admission, soit environ 46% des admissions en hospitalisation classique.



Compte de résultats : le résultat d'exploitation enregistre une amélioration mais reste légèrement négatif

En 2024, le résultat d'exploitation ordinaire des hôpitaux généraux présente un léger déficit de 29 millions EUR (soit -0,1% seulement du chiffre d'affaires) contre un déficit de 174 millions (soit -0,8% du chiffre d'affaires) l'année précédente. Entre 2019 et 2022, ce résultat d'exploitation se situait entre 100 et 150 millions EUR, soit entre +0,6% et +0,9% du chiffre d'affaires.

Ce redressement partiel est principalement imputable à une progression plus modérée des coûts d'exploitation (+5,8%) par rapport au chiffre d'affaires (+6,3%) et à l'ensemble des produits d'exploitation (+6,5%).

Selon notre estimation basée sur les données du 1er semestre, le résultat d'exploitation pourrait se dégrader légèrement en 2025 (-0,3% du chiffre d'affaires).

Du côté des revenus...

Parmi les trois sources de financement principales, ce sont surtout les **honoraires** (36,5% du CA, +8,3%) et les **revenus des produits pharmaceutiques** (20,6% du CA, +8,5%) qui soutiennent la progression du chiffre d'affaires en 2024. *A contrario*, l'augmentation du **Budget des Moyens Financiers** (BMF yc rattrapages) qui représente 34,8% du chiffre d'affaires se limite à +2,5% en 2024.

	En % chiffre d'affaires		En millions		
	2023	2024	2023	2024	Évolution 2023-2024
Chiffre d'affaires	100.0%	100.0%	20.529	21.824	6,3%
Budget moyens financiers	36.9%	35.6%	7.576	7.775	2,6%
Rattrapage estimé	-0.8%	-0.8%	-172	-185	-7,6%
Financement entités fédérées	0.4%	0.4%	81	94	15,7%
Forfaits	4.3%	4.4%	880	963	9,3%
Produits pharmaceutiques	20.1%	20.6%	4.135	4.492	8,6%
Honoraires	35.8%	36.5%	7.355	7.968	8,3%
Suppléments et produits accessoires	0.7%	0.7%	145	159	9,1%
Montant global prospectif	2.6%	2.6%	528	560	6,0%
Prod. Immob. et autres prod. expl.	8.7%	8.9%	1.782	1.933	8,5%
Produits d'exploitation	108.7%	108.9%	22.311	23.757	6,5%



Le financement d'un hôpital via le **Budget des Moyens Financiers** est le résultat de la répartition individuelle du budget global par la Santé publique entre tous les hôpitaux. Il recouvre notamment le budget des soins infirmiers, du personnel non médical et des produits médicaux nécessaires au fonctionnement des services hospitaliers. Entre 2021 et 2023, le BMF avait enregistré une hausse soutenue (+10,4% en 2022, +6,4% en 2023) afin de couvrir la forte indexation des salaires. Le recul de l'inflation explique le net ralentissement observé ces dernières années.

Les **honoraires des médecins** ont augmenté de 8,3% pour s'établir à près de 8 milliards EUR. Cela résulte principalement de l'indexation des honoraires de 6,05% appliquée le 1^{er} janvier 2024. Sur la base d'une enquête réalisée auprès des hôpitaux portant sur les chiffres relatifs au premier semestre 2025, nous nous attendons à une progression plus modérée des honoraires (soit 3,4%), en raison du recul de l'indexation.

Le revenu issu des **produits pharmaceutiques** représente une part de plus en plus importante du chiffre d'affaires au fil des années (20,6% en 2024 contre 19,1% en 2019). La progression des recettes issues de la pharmacie se sont accrues à chaque fois d'environ 10% ces trois dernières années. Cette évolution est bien évidemment adossée à la hausse continue des coûts d'achat des médicaments (cf. *infra*).

La progression du chiffre d'affaires a également été soutenue par d'autres catégories de revenus d'importance plus modeste tels que les **forfaits INAMI** (+9,3%).

Du côté des dépenses...

La progression plus modérée des coûts d'exploitation (+5,8%, soit inférieure à celle du chiffre d'affaires (+6,3%)) en 2024 s'explique principalement par le ralentissement du taux de croissance du coût du personnel (+4,6%) ainsi que des achats (+4,8%). *A contrario*, les services et bien divers (comprenant notamment la rétribution des médecins) progressent de 7,5%.

	En % chiffre d'affaires		En millions		
	2023	2024	2023	2024	Évolution 2023- 2024
Produits d'exploitation	108.7%	108.9%	22.311	23.757	6,5%
Coût des produits d'exploitation	109.5%	109.0%	22.486	23.787	5,8%
Achats	26.6%	26.2%	5.458	5.721	4,8%
Services	33.7%	34.1%	6.911	7.432	7,5%
Rétributions médecins	23.9%	24.2%	4.901	5.288	7,9%
Rémunérations	43.6%	42.9%	8.961	9.359	4,4%
Autres charges d'exploitation	0.8%	0.8%	156	181	15,6%



Le principal poste de coûts dans un hôpital se situe au niveau des **charges de personnel**. Ces dernières (en tenant compte également du personnel intérimaire et mis à disposition) s'élèvent à 9,7 milliards EUR, soit 44,6% du chiffre d'affaires. Par rapport à 2023, les charges de personnel augmentent de 4,6% presque totalement imputable à l'effet «prix» (indexation, revalorisation). L'effet «volume» (évolution du nombre d'ETP) se limite à 0,4% de sorte que la problématique de pénurie reste d'actualité (cf. *infra* pour plus de détails). Selon nos estimations (1^{er} semestre 2025), les frais de personnel ne progresseraient que modérément en 2025 (+2,9%).

Globalement **les achats** s'élèvent à 5,7 milliards EUR (26,2% du chiffre d'affaires) et sont en progression de 4,8% en 2024. Il convient toutefois de distinguer l'évolution des **coûts des produits pharmaceutiques** qui poursuivent leur rythme de progression observé ces dernières années (+8,6% en 2024) par rapport à l'évolution des **coûts énergétiques** qui subissent un repli de près de 35%. Bien que significative, cette baisse de la facture énergétique ne permet pas encore aux hôpitaux de retrouver le niveau du budget qu'ils consacraient avant la crise énergétique de 2022 (soit 0,8% contre 1% du chiffre d'affaires actuellement). Selon notre estimation, les coûts énergétiques devraient être stables en 2025.

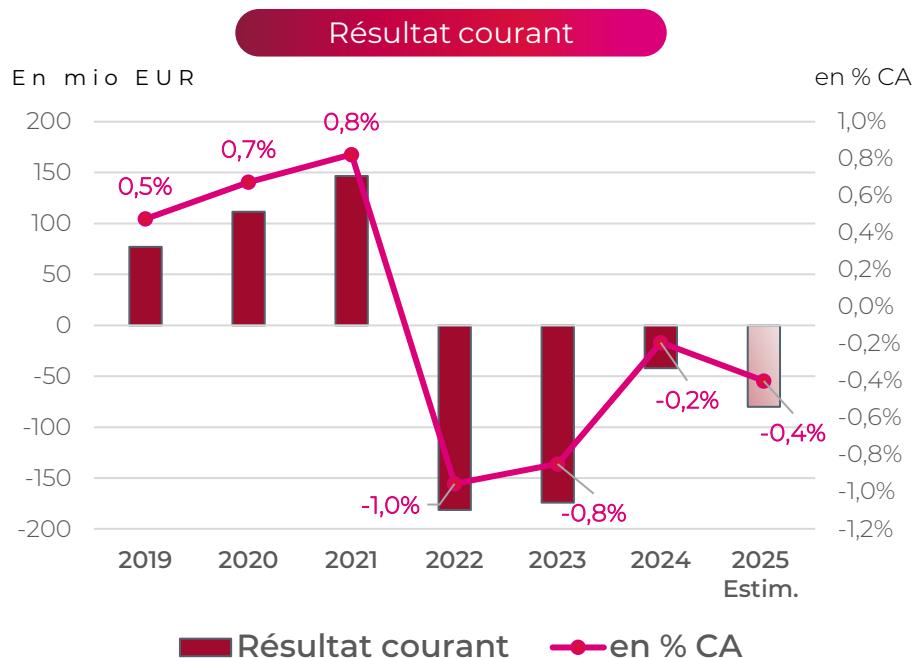
NB: en valeur absolue, la baisse des coûts énergétiques de 130 millions EUR correspond en grande partie, toute chose égale par ailleurs, à l'amélioration du résultat d'exploitation.

Au sein **des services et biens divers** (34,1% du chiffre d'affaires), la **rétribution d'honoraires des médecins** augmente de 7,9% par rapport à 2023, en ligne avec la progression globale des honoraires. À l'instar de ces derniers, la rétribution des médecins devrait enregistrer une progression plus faible en 2025 (+3,8%).

Bien qu'en amélioration, le résultat courant se maintient dans une zone déficitaire pour la troisième année consécutive

En ajoutant le résultat financier (-13 millions EUR) au résultat d'exploitation (-29 millions EUR), on obtient le **résultat courant** qui s'établit à -42 millions EUR en 2024 contre -174 millions EUR l'année précédente. Bien qu'en amélioration, le résultat courant s'établit en termes relatifs à -0,2% du chiffre d'affaires, soit un niveau trop faible pour permettre au secteur d'effectuer les investissements nécessaires et de les protéger contre de nouveaux chocs exogènes.

Par ailleurs, selon notre estimation basée sur la situation au premier semestre, le résultat courant pourrait se dégrader légèrement en 2025 (-0,4% du chiffre d'affaires) et rester donc déficitaire pour la quatrième année consécutive.



Ces chiffres ne constituent en fait qu'une moyenne de tous les hôpitaux généraux du pays. Or le secteur se caractérise par de grandes disparités entre les performances financières des hôpitaux.

Sur les 80 hôpitaux généraux, 37 présentent un résultat courant déficitaire. Parmi les 43 hôpitaux qui affichent un bénéfice, 18 institutions seulement arrivent à générer un résultat courant supérieure à 1% du chiffre d'affaires, que l'on peut considérer comme suffisamment robuste. En d'autres termes, plus des ¾ des hôpitaux se trouvent dès lors dans une situation de fragilité financière.

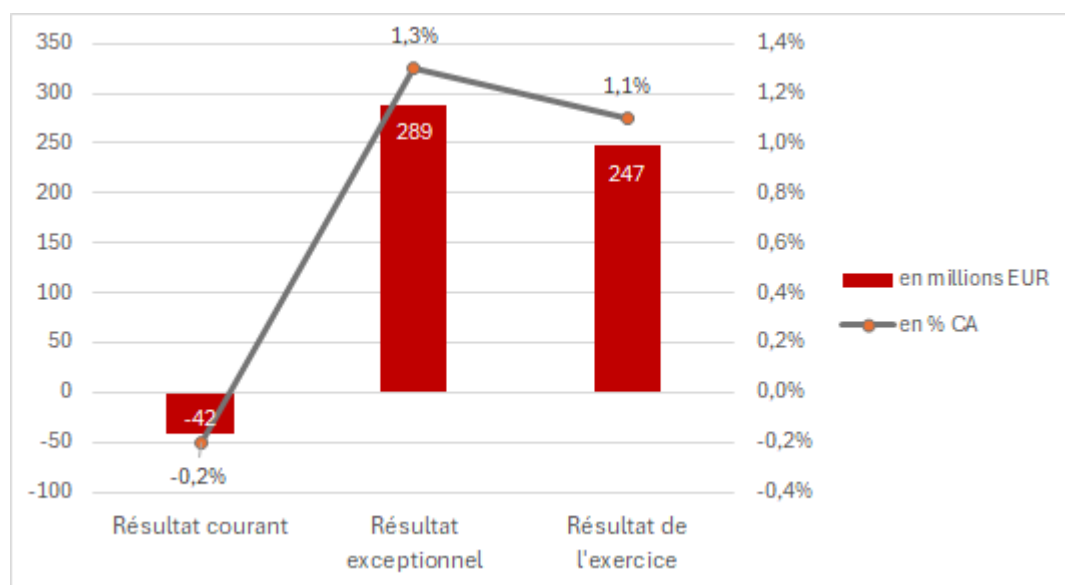
Au niveau régional, la situation au niveau du résultat courant est assez contrastée. Le résultat courant s'élève en moyenne à +0,4% du chiffre d'affaires en Flandre, est en léger déficit en Wallonie (-0,6%) et en déficit plus prononcé à Bruxelles (-1,9%).

L'apport du résultat exceptionnel permet de redresser le résultat de l'exercice

Au final, le **résultat de l'exercice** (247 millions EUR) s'obtient en ajoutant le résultat exceptionnel (289 millions EUR) au résultat courant (-42 millions EUR). En termes relatifs, le résultat de l'exercice s'élève à 1,1% du chiffre d'affaires en 2024, contre 0,4% l'exercice précédent.

Ce **résultat exceptionnel** provient principalement des révisions (rattrapages) opérées par la Santé publique pour les exercices précédents. Actuellement, il s'agit de la révision du résultat 2016-2017.

En 2024, ce résultat intègre également la régularisation par le SPF Santé publique des **aides accordées dans le cadre de la crise sanitaire (IFFE¹)**. Rappelons qu'en 2020, le gouvernement fédéral était intervenu en faveur des hôpitaux (en première ligne dans le traitement des patients affectés par le coronavirus) par l'octroi d'une avance de trésorerie à tous les hôpitaux (2 milliards à l'ensemble du secteur hospitalier). Selon notre enquête, l'apport net de ces régularisations sur le résultat exceptionnel des hôpitaux généraux s'élève à 265 millions EUR en 2024.



À l'instar du résultat courant, le niveau du résultat de l'exercice présente de grandes disparités selon les hôpitaux. Sur les 80 hôpitaux généraux, 16 présentent un résultat d'exercice déficitaire en 2024 contre 30 l'année précédente.

Au niveau régional, le résultat d'exercice est moins contrasté que celui observé au niveau du résultat courant. Le résultat de l'exercice s'établit en moyenne à 1,3% du chiffre d'affaires pour les hôpitaux flamands, contre 0,9% pour les hôpitaux wallons et bruxellois. Pour ces derniers, l'apport du résultat exceptionnel a été davantage déterminant.

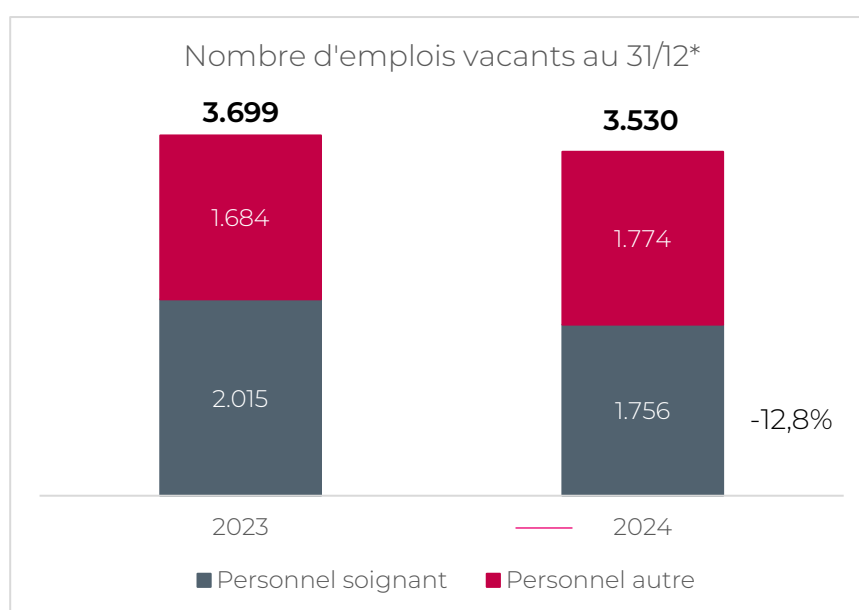
Personnel : progression limitée des coûts de personnel mais le secteur reste confronté à une pénurie de personnel et à absentéisme de longue durée

Les coûts de personnel, y compris ceux liés au personnel intérimaire et mis à disposition, affichent une augmentation de 4,6% par rapport à 2023. Cette augmentation est moins forte que celle de l'ensemble des coûts généraux des hôpitaux, qui ont augmenté de 5,8%.

¹ Arrêté royal du 30 octobre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une intervention financière fédérale exceptionnelle aux hôpitaux dans le cadre de l'épidémie de COVID-19.

La hausse limitée des coûts salariaux s'explique par une augmentation très minime de 0,4% du nombre d'équivalents temps plein (ETP) (+409 ETP par rapport à 2023). En outre, le coût salarial moyen a augmenté de 4,2%, dont 3% résultent de l'indexation des salaires.

L'emploi direct dans le secteur des hôpitaux généraux représente 110.884 ETP en 2024 (dont 53% de personnel soignant). Le nombre de postes vacants² reste toutefois élevé, même s'il diminue légèrement (-169 postes) en 2024. Par contre, le nombre de postes vacants pour le personnel soignant diminue plus fortement (-12,8 %). Malgré cela, les hôpitaux généraux recherchent toujours un effectif de 1 756 personnels soignants en 2024.



* Extrapolation basée sur un échantillon de 54% des hôpitaux.

Le secteur hospitalier continue d'être confronté à un taux d'absentéisme élevé. En 2024, le taux d'absentéisme pour cause de maladie s'élevait à 11,5%, dont plus de 4% pour des absences de longue durée. Le taux d'absentéisme pour cause de maladie est toutefois resté stable par rapport à 2023, alors qu'il augmente dans le reste du secteur privé belge et atteint déjà 10,3% en 2024 (source: SD Worx. Absentéisme pour cause de maladie en Belgique en 2024).

Un autre défi lié au personnel est celui des pensions pour le personnel statutaire

Les hôpitaux qui ont du personnel statutaire (hôpitaux publics ou structures mixtes) sont confrontés à un défi financier supplémentaire lié à la **problématique des charges de pensions**. La réduction continue du nombre de personnel statutaire actifs (c.-à-d. de cotisants) réduit mécaniquement l'apport du financement par les cotisations de base et induit une hausse des cotisations de responsabilisation (pour compenser le

² Estimation réalisée à partir de notre enquête portant sur le nombre ETP vacants dans les hôpitaux.



déficit de financement).

Selon les projections du Comité de gestion du fonds solidarisé, les cotisations de responsabilisation que devront supporter les hôpitaux concernés devraient passer de 113 millions EUR en 2023 à 283 millions EUR en 2030 (soit +170 millions, +150%). En termes relatifs, cette cotisation pourrait atteindre en moyenne 3,3% du chiffre d'affaires des hôpitaux concernés. Au regard des résultats générés par le secteur (+1,1% du chiffre d'affaires), cette charge de pensions additionnelle pourrait menacer la survie même de certaines institutions.

En Flandre, le gouvernement a déjà décidé de prendre en charge 50% de cette facture de responsabilisation. En Wallonie et à Bruxelles, l'absence d'intervention régionale rend la facture plus lourde pour les hôpitaux concernés. Au niveau fédéral, une intervention partielle est prévue par l'accord de Gouvernement selon des modalités encore à définir.

Bilan : une structure bilantaire globalement saine mais de profondes disparités entre les institutions

Les hôpitaux généraux analysés présentent en 2024 un bilan agrégé de 24 milliards EUR, en progression de 1,9% seulement par rapport à 2023. La structure financière des hôpitaux reste globalement saine. La **part des fonds propres** (définis au sens strict, c.-à-d. sans les subsides pour investissement sachant que les Régions en charge des infrastructures depuis la sixième réforme de l'État ont renoncé à toute subside directe même partielle, des infrastructures³) par rapport au total du bilan s'établit à 24,6%, en amélioration par rapport à 2023 (23,5%).

Il s'agit ici d'un taux moyen pour l'ensemble du secteur. Or, ce taux de solvabilité présente d'importantes disparités selon les institutions. C'est ainsi que 30 hôpitaux (soit 37,5%) ont une part de fonds propres inférieure à une valeur « cible » communément admise de 20% minimum.

Le niveau de solvabilité présente également de grandes disparités selon les Régions. En Flandre, le taux moyen de solvabilité (hors subsides d'investissement) est plus élevé que la moyenne du secteur (29,1%). La situation est par contre plus fragile en Wallonie et à Bruxelles, avec un taux de solvabilité moyen de respectivement 19,6% et 17,8%.

Le **taux d'endettement financier**, soit le degré de financement des hôpitaux auprès du secteur financier, s'élève à 32,1% du total du bilan, en léger recul par rapport à 2023 (32,4%). Ce taux d'endettement moyen pour l'ensemble du secteur masque également de fortes disparités selon les institutions. C'est ainsi que 21 hôpitaux, soit un quart des institutions, présentent un taux d'endettement supérieur à 40%.

Plus fondamentalement, en termes de capacité de remboursement, on relèvera que 19 institutions (soit près de 25%) ne dégagent pas un **cash-flow suffisant**⁴ en 2024 pour couvrir la partie de leur dette arrivant à échéance au cours de l'exercice. Elles étaient toutefois plus nombreuses en 2023 (32, soit 10%).

³ À l'exception de la Communauté germanophone.

⁴ Le cash-flow est le flux de trésorerie réel généré par l'activité de l'hôpital. Il doit au minimum permettre de couvrir la partie de la dette arrivant à échéance dans l'année.



Le volume des investissements est dominé par la réalisation de quelques grands projets

Les investissements bruts des hôpitaux généraux s'élèvent à 1,2 milliard EUR et sont stables par rapport à 2023. Si on tient compte des 450 millions EUR d'investissements bruts réalisés par les hôpitaux universitaires, c'est près de 1,7 milliard d'investissements consenti par l'ensemble du secteur hospitalier.

Le secteur continue donc à investir, mais il résulte le plus souvent de grands projets réalisés par quelques hôpitaux. Or des investissements considérables sont nécessaires pour assurer la transformation digitale des hôpitaux, renforcer la cybersécurité et l'intégration de l'IA et améliorer les performances en matière d'efficacité énergétique et de durabilité de leurs infrastructures.

Conclusion : 2024 une année de léger répit avant une zone de grande turbulence ?

Par rapport aux deux exercices précédents marqués par une importante dégradation, la situation financière des hôpitaux enregistre en 2024 une légère amélioration. La situation financière reste fragile avec un résultat courant qui reste négatif (-0,2% du chiffre d'affaires) pour l'ensemble du secteur, et ce malgré une baisse significative des coûts énergétiques. Le résultat de l'exercice (+1,1% du chiffre d'affaires) retrouve l'équilibre mais principalement grâce à l'apport du résultat exceptionnel, boosté lui-même par la régularisation des aides IFFE (intervention financière fédérale exceptionnelle aux hôpitaux dans le cadre de l'épidémie de COVID-19).

Le secteur hospitalier n'est par ailleurs pas homogène et présente de grandes disparités selon les hôpitaux. C'est ainsi que moins d'un quart des institutions seulement arrivent à générer un résultat courant supérieure à 1% du chiffre d'affaires que l'on peut considérer comme suffisamment robuste.

Par ailleurs, selon notre estimation basée sur la situation au premier semestre, les perspectives ne sont guère encourageantes puisque le résultat courant pourrait se dégrader à nouveau légèrement en 2025 (-0,4% du chiffre d'affaires).

Mais l'un des enjeux fondamentaux à brève échéance pour le bon fonctionnement de l'hôpital reste le renforcement de l'attractivité du personnel soignant qui demeure à ce jour problématique malgré les nombreuses mesures déjà prises par le Gouvernement et qui doivent encore se traduire pleinement sur le terrain.

C'est dans ce contexte de fragilité financière et organisationnel que le secteur hospitalier devra affronter au cours des prochaines années, des défis majeurs, affectant à la fois son fonctionnement, son organisation et son financement.

Outre les évolutions sociétales (vieillesse de la population, numérisation de l'économie, évolution des technologies médicales...), le secteur hospitalier sera confronté à la mise en œuvre de nombreuses réformes initiées par le niveau fédéral, que ce soit la révision de la nomenclature, le P4Q, les suppléments d'honoraires, l'offre hospitalière... En outre, les hôpitaux qui ont du personnel statutaire (hôpitaux publics ou structures mixtes) sont confrontés au défi financier supplémentaire lié à la progression exponentielle de leurs charges de pensions.



L'ensemble de ces transformations devront par ailleurs s'opérer dans un cadre budgétaire de plus en plus contraint. Si le secteur hospitalier a pu compter sur les interventions financières importantes des pouvoirs publics lors de la crise du COVID-19, les différents niveaux de pouvoir sont actuellement contraints d'assainir leurs propres comptes publics. Les soins de santé et les hôpitaux en particulier sont potentiellement directement et indirectement impactés par les mesures d'économies budgétaires envisagées par le Gouvernement, portant sur les honoraires, les produits pharmaceutiques ou encore une hausse éventuelle de la TVA.

Ce contexte d'incertitude pèse déjà actuellement sur les projets d'investissements futurs. Or, le niveau actuel des investissements est certainement insuffisant pour préparer le secteur hospitalier belge à l'organisation des soins du futur tout en permettant aux hôpitaux de réduire leur empreinte environnementale.

Le chemin de crête pour mener avec succès l'ensemble de ces réformes tout en ne fragilisant pas davantage la santé financière des hôpitaux est très étroit. Il nécessite de concilier de la transparence, de la prévisibilité à moyen terme du financement, de la responsabilisation et de la concertation entre tous les acteurs concernés.

En savoir plus ?

Contact presse Belfius Banque & Assurances

Ulrike Pommée, +32 (0)2 222 02 57 | ulrike.pommee@belfius.be - press@belfius.be | www.belfius.be